

Document

Interview du président Bachar al-Assad

(french.irib.ir)

19.05.2013

Le président Bachar al-Assad a affirmé que l'essentiel dans toute solution politique de la crise en Syrie c'est "ce que voulait le peuple syrien qui en décidera via les urnes", tout en se félicitant du rapprochement entre la Russie et les Etats-Unis.

Dans une interview accordée au journal argentin Clarin et à l'Agence de presse argentine Telam, le président al-Assad a affirmé l'appui de la Syrie à toute solution politique et sa disposition à engager le dialogue avec toute partie n'ayant pas traité secrètement ou ouvertement avec Israël et refusant le terrorisme.

Le président al-Assad a précisé qu'Israël soutient et oriente les terroristes et leur donne le plan général de leur mouvement suivant ses intérêts qui se croisent avec ceux des parties extérieures, dont le Qatar et la Turquie, qui ne veulent pas la solution politique en Syrie et soutiennent le terrorisme.

Le président al-Assad a indiqué que de nombreux facteurs ont influé sur la crise syrienne à la fois interne et externe, le plus important étant l'ingérence étrangère, à ajouter les calculs incorrects des Etats qui sont intervenus en Syrie. "Ces Etats croyaient que le plan tramé contre la Syrie aurait pris fin dans quelques semaines ou mois, mais ce qui est survenu est que le peuple syrien a résisté et refusé toute forme d'intervention extérieure", ajoute-t-il. Le président al-Assad a indiqué que le décès d'un syrien est une perte tragique, quels que soient les chiffres, mais il faut examiner la crédibilité de ces sources.

Nous ne pouvons pas ignorer le fait que beaucoup de ceux qui sont morts étaient des étrangers qui sont venus en Syrie pour tuer les Syriens. Il y a également de nombreux disparus qui ont été comptabilisés comme morts sans une réelle authenticité. Cela affecte l'exactitude des chiffres cités sur le nombre des morts.

"Combien sont les Syriens ? Combien sont les étrangers ? Combien sont les disparus ? A l'heure actuelle, il n'y a pas de nombre global précis à citer", ajoute-t-il.

Les terroristes tuent des gens et les mettent souvent dans des fosses communes. Nous ne pouvons découvrir et tenir compte de ces pertes qu'après l'entrée de l'armée syrienne dans ces zones.

A une question sur l'usage de force excessive des forces gouvernementales dans l'affrontement, le président al-Assad a répondu : "Ici, il est impératif de déterminer le sens de «force excessive» afin de déterminer si elle a été utilisée ou non. Sans un critère clair à cette notion, il est inconcevable de discuter ce concept".

"La réponse de l'Etat dépend généralement du niveau du terrorisme perpétré contre l'Etat. Au début de la crise, les actes de terrorisme ont été menés par des groupes locaux utilisant des armements locaux. Avec le temps, ces groupes armés auraient eu recours à des armes plus sophistiquées et destructrices, ce qui leur a permis de commettre des actes terroristes sur une échelle beaucoup plus large. Cela justifie une réponse similaire de l'armée syrienne et les forces de sécurité", a répondu le président al-Assad, qui a ajouté : "La réponse à chaque scénario diffère selon la forme ou les méthodes de terreur adoptée par les terroristes et de manière à épurer la région des terroristes, tout en protégeant la vie des civils".

A une question s'il y aura une représentation démocratique effective et une liberté de la presse, le président al-Assad a souligné l'existence d'une nouvelle loi de presse publiée avec une série de lois. "Nous avons cherché un processus en fin de compte plus global, nous avons envisagé un dialogue national pour toutes les forces politiques et une nouvelle constitution avec un large éventail de libertés, notamment la liberté politique et médiatique. Cette nouvelle constitution serait alors soumise à un référendum".

A propos de la conférence du dialogue prévue à la fin du mois en cours à la lumière de l'accord entre les Etats-Unis et la Russie, le président al-Assad a réitéré le soutien à toutes les mesures qui entraîneraient l'arrêt des violences en Syrie et conduiraient à une solution politique. Cependant, la cessation de la violence est primordiale pour parvenir à un règlement politique.

"Nous nous félicitons du rapprochement russo-américain et soutenons leur potentialité d'être une plate-forme pour faciliter la résolution de la crise syrienne. Nous restons sceptiques quant aux véritables intentions de certaines administrations occidentales à l'égard de la recherche d'une solution politique réaliste en Syrie. Cette mise en garde est fondée sur leur soutien continu apporté aux groupes terroristes en Syrie. Nous sommes déterminés à poursuivre une solution politique, mais il y a des pouvoirs qui font pression pour l'échec d'une telle solution".

Essentiellement certains éléments de l'opposition à l'étranger sont loin d'être des décideurs indépendants autonomes, leurs politiques sont fabriquées par les pays qui leur donnent à l'étranger. Ces forces de l'opposition survivent des fonds des pays extérieurs, sous l'égide des renseignements de ces pays. "En Syrie, nous avons une base populaire qui ne faisaient pas l'objet de pression et d'agression par l'Etat, alors qu'est-ce qui justifie la présence de certaines parties de l'opposition à l'étranger, à l'exception de l'idée qu'ils sont dirigés par des programmes externes ? En bref, nous sommes sceptiques quant à ces groupes d'opposition. Nous avons toujours prôné et demeurent s'engager à un dialogue national global pour inclure tous ceux qui ont une réelle volonté de participer, sans exclusion.

Quand les grandes puissances internationales agissent ardemment pour arrêter le financement, la formation et l'envoi de terroristes, la lutte contre le terrorisme en Syrie devient beaucoup plus simple et puis une véritable solution politique serait de générer de véritables résultats. Le président al-Assad a exprimé son souhait d'engager un dialogue avec toutes les forces politiques, internes ou externes sans conditions préalables. Cela inclut également les groupes armés qui déposent leurs armes et renoncent au terrorisme. *"Israël soutient directement les mouvements terroristes par des moyens logistiques en fournissant publiquement l'aide médicale et les établissements hospitaliers aux combattants terroristes blessés dans les hauteurs du Golan", a-t-il indiqué. "Par conséquent, le soutien israélien aux terroristes est double, assistance logistique et aide à la navigation pour diriger les mouvements terroristes et les opérations sur le terrain", a ajouté le président al-Assad.*

A une question sur l'existence d'éléments de Hezbollah et d'Iran qui combattent en Syrie aux côtés de l'armée syrienne, le président al-Assad a indiqué que ce récit a été conçu par l'Occident lorsque nous avons documenté la présence de djihadistes étrangers combattant en Syrie.

Ils ont créé cette notion que le Hezbollah et l'Iran se battent aussi en Syrie. En fait, la Syrie avec ses habitants dont le nombre s'élève à /23/ millions, n'a pas besoin d'un appui humanitaire d'un Etat quelconque. Nous avons une armée et des forces de sécurité ainsi que des Syriens qui défendent leur pays. *"Il existe des personnes de Hezbollah et de l'Iran qui existaient en Syrie depuis des années avant la crise qui partent et viennent en Syrie", a-t-il indiqué. A une question s'il refuserait d'adopter le pas de la démission, le président al-Assad a répondu : "Comme je l'ai déjà précisé, de rester ou laisser ma position n'est pas mon choix individuel.*

En tant que président j'ai été élu par le peuple syrien et donc c'est le peuple syrien qui a le droit de décider sur cette question, par le dialogue ou les prochaines élections présidentielles comme je l'ai mentionné plus tôt. Mais pour s'assurer que le président syrien doit démissionner parce que les États-Unis veulent ou parce que les terroristes et certains pays le désirent est totalement inacceptable. Cette question se rapporte uniquement à la décision de l'électorat à travers les urnes', a-t-il indiqué.

"Je ne sais pas si Kerry ou d'autres comme lui ont un mandat du peuple syrien pour parler en son nom pour savoir qui reste et qui part. Nous avons clairement indiqué dès le début de la crise que toute décision relative à la réforme interne ou toute autre activité politique est une décision syrienne interne domestique et les États-Unis ou tout autre pays d'ailleurs n'ont rien à dire sur ces questions. Pour être encore plus concis et plus clair, nous sommes un Etat indépendant, nous sommes un peuple qui se respecte. Nous n'acceptons pas pour n'importe qui de nous dicter comment agir, que ce soit les États-Unis ou tout autre pays", précise-t-il. Le président syrien Bachar al-Assad a, en outre, nié que les forces armées utilisent des armes chimiques contre les groupes armés. Il a estimé que les informations de sources occidentales sur de possibles attaques aux armes chimiques des forces gouvernementales servent à préparer les opinions publiques à

une intervention militaire contre la Syrie." *On a dit que nous utilisons des armes chimiques contre des zones résidentielles. Si ces armes étaient utilisées contre une ville ou un faubourg, avec un bilan de dix ou vingt victimes, serait-ce crédible ?*", a demandé le président syrien, avant de répondre par la négative. *Leur utilisation signifierait la mort de milliers ou de dizaines de milliers de personnes en quelques minutes. Qui pourrait cacher une pareille chose ?*", a insisté le président Assad. A une question sur la disparition de deux journalistes en Syrie de nationalité italienne et le sort des deux archevêques syriens kidnappés, le président al-Assad a indiqué qu'il y a eu certains cas où les journalistes sont entrés clandestinement en Syrie à l'insu du gouvernement syrien. Ils sont entrés dans les zones qui ont connu une présence de terroristes où ils ont disparu.

Nous continuons à les rechercher à travers nos opérations militaires en cours, et à plusieurs reprises nos forces ont réussi à libérer les journalistes qui ont été enlevés dans les zones infiltrées par des terroristes. Chaque fois qu'il y a des informations en ce qui concerne les journalistes qui sont entrés illégalement en Syrie, nous communiquons directement le pays concerné. À l'heure actuelle, nous n'avons aucune information sur les deux journalistes dont vous avez parlé. Quant aux deux évêques, nous avons des informations préliminaires qu'ils sont près de la frontière turco-syrienne. Nous suivons de près ce problème et assurons une liaison avec le Patriarcat orthodoxe en Syrie pour les libérer des groupes terroristes qui les ont enlevés.